L'Abeille de la Nouvelle-Orléan

Bureaux, No 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS,

MERCREDI 17 DECEMBRE 1879.

## La Politique en France.

LE PRESIDENT DES GAULOIS.

Nous lisons dans la *République française* du 2 décembre :

Les délégués de la Gauche républicaine, MM. Bernard-Lavergne, rapporteur, Devès, Wilson et Camille Sée, se sont rendus hier pendant 1/2 heures dans nos locaux du boulevard des Capucines. Ils y entendu le compte-rendu fait par son président, de l'entrevue des membres de son bureau avec le président du conseil et le ministre des finances.

La question des fonctionnaires a été portée hier devant le conseil des ministres. Les réclamations des députés lui ont paru fondées et ont vivement impressionné les ministres. La Gauche a ensuite examiné de nouveau les questions créées par l'attitude de certains fonctionnaires hostiles.

Les conférences qui ont eu lieu entre les membres des bureaux des quatre groupes de gauche ont aussi été l'objet d'une communication du président. Après avoir entendu MM. Corentin-Guyho, Sénard, Delsporte, Berlet, de Sonnier, Joson, la réunion a décidé qu'elle maintenait les pouvoirs donnés à son bureau pour rester en rapports avec les bureaux des autres groupes de gauche, afin de formuler les *desiderata* de la majorité républicaine, notamment en ce qui concerne la question des fonctionnaires, et d'en transmettre l'expression au cabinet.

Les membres des bureaux des quatre groupes de la Gauche républicaine se sont réunis hier à quatre heures au Palais-Bourbon. M. Bernard-Lavergne a rendu compte de l'entrevue des délégués du groupe de la Gauche avec M. le ministre des finances. Il a rendu compte également de la réunion que venaient de tenir les députés de la Gauche. Il a expliqué que les membres composant ce groupe avaient adhéré au projet de programme gouvernemental et maintenu les pouvoirs de leurs bureaux.

Une discussion, à laquelle ont pris part MM. Louis Legrand, Floquet, Boysset, Devès, Labuze, Balhaut, Langlois, Clémenceau, Brisson, s'est engagée sur l'attitude qu'il convenait de conserver à l'égard du ministère actuel. Des impressions personnelles ont été exprimées à ce sujet. Puis, sur la proposition de M. Devès, la réunion a commencé l'examen du programme gouvernemental. Plusieurs points ont été abordés et les articles fixés. On s'est tout d'abord occupé de la grave, de la capitale question des fonctionnaires et on est tombé d'accord pour reconnaître et déclarer que dans chacun des ministères l'œuvre de l'épuration du personnel devrait être reprise et conduite à fond.

Au point de vue de la magistrature, il a été entendu, sans qu'une objection s'élevât, que la majorité républicaine demanderait le dépôt d'un projet de loi permettant de réformer, dans le sens républicain, le personnel judiciaire inamovible et de toucher directement au principe de l'inamovibilité.

Au point de vue de l'armée, le service militaire serait fixé à trois ans et l'on tendrait à la réduction du volontariat. La gendarmerie serait placée sous l'influence du ministère de l'intérieur.

En ce qui concerne les cultes, les lois existantes seraient strictement appliquées et, s'il était nécessaire, de nouvelles lois seraient proposées au Parlement pour mettre fin aux menées cléricales.

Les autres points du programme seront successivement examinés. Dans la séance d'aujourd'hui, qui aura lieu à trois heures au Palais-Bourbon, la réunion abordera la question des associations.

Le numéro du 3 décembre du même journal contient ce qui suit :

Les bureaux de la Gauche ont tenu hier une importante séance. Ils ont définitivement adopté le plan des réformes dont il faudrait presser l'exécution et qui pourraient et devraient être accomplies dans la législature. Ces réformes sont les suivantes :

Rétablissement de l'ordre et de l'harmonie dans les différents services publics, énergiquement ramenés à l'obéissance du gouvernement républicain, au respect des institutions démocratiques.

Abrogation des décrets et lois de l'Empire, et vote d'une loi aussi large que possible sur la liberté de la presse.

Acceptation du projet de loi sur la liberté de réunion dont le rapport vient d'être déposé par M. Naquet.

Droit d'association, avec réserve du droit de l'Etat vis-à-vis les congrégations et associations perpétuelles.

Réforme de la magistrature en admettant la suspension de l'inamovibilité avec une nouvelle investiture.

Application énergique des lois existantes et au besoin, lois nouvelles pour imposer à tous les membres du clergé le respect de la République dont ils sont les fonctionnaires.

Instruction primaire gratuite, obligatoire et laïque, selon le projet étudié par la commission des trente-trois membres et dont le rapport doit être déposé par M. Paul Bert.

En attendant la réforme de la loi Falloux de 1850 sur l'enseignement secondaire, dispositions gouvernementales pour soumettre à un stage obligatoire, dans les établissements de l'Etat, tous les aspirants à des fonctions publiques.

Augmentation des subventions à l'enseignement de tout ordre et abaissement considérable des prix de pension dans les collèges et lycées publics.

Modifications à la loi militaire, tendant à l'abaissement de la durée du service militaire à trois ans et à la suppression du volontariat.

Intervention du pouvoir civil dans l'organisation et la direction de la gendarmerie.

Continuation de la politique des dégrèvements, en dégrevant particulièrement les impôts de consommation.

Rétablissement du pouvoir de l'Etat en matière de tarifs des chemins de fer, auxquels les membres des bureaux de la Gauche sont tenus d'accord.

La question de l'amnistie a été posée par M. Bamberg.

M. Allain-Targé, après s'être prononcé personnellement en faveur de l'amnistie pléniére, a demandé que l'on cherchât en commun un moyen de compléter ce qui avait été fait et de supprimer, en lui donnant une solution définitive, cette question politique de l'amnistie qui pourrait causer de grandes difficultés au moment des élections municipales à Paris.

M. Edouard Dickrey a insisté sur la nécessité de l'amnistie pléniére et a annoncé que si le ministère actuel demeurait en fonctions, il représenterait son interpellation sur l'application de la loi d'amnistie.

M. Peronne, Louis Legrand, Renaud-Meslières, Philippoteaux, Simard, Langlois ont, à diverses reprises, soutenu qu'à leurs yeux la question d'amnistie avait été réglée par la loi dernièrement votée par le Parlement et pouvait impunément être laissée dans la situation suivante, certain d'ailleurs du silence et des glorifications de la Commune qui se sont produites que d'ailleurs, et dans quelques centres la question de l'amnistie soulevait des sympathies, elle provoque au contraire certaines craintes dans d'autres parties du pays.

M. Floquet a demandé à répondre à ces observations et a tenu à observer un premier fait que les violences dont on parlait avaient été inspirées, qu'il n'était pas permis de dire que la majorité des députés de gauche s'y étaient associés, que contrairement il serait facile de prouver [illegible] a déclaré que [illegible] amnistie [illegible] ajourné [illegible] ce qui [illegible] complément de l'amnistie, cette déclaration rassurerait complètement les plus timides et ferait accepter par tous cette mesure d'amnistie réglée par une entente politique.

Après ces déclarations contradictoires, la question d'amnistie a été réservée. Elle figurera pourtant en quelque sorte à l'ordre du jour de la réunion de demain, car elle est [illegible] groupes.

Il y a eu, pour finir, [illegible] de la plupart des membres des bureaux.

---

La réunion du Centre gauche a eu lieu hier, à quatre heures, [illegible] Bardoux.

Peu de membres étaient présents.

Le fait le plus important de la séance a été un discours de M. de Marcère. L'ancien ministre de l'intérieur a apporté à cette réunion quelques [illegible] qu'il avait [illegible] prendre, situations dans la crise. La politique de gauche pratiquée par le ministère actuel dépasse celle qu'a suivie le Centre gauche.

Mais, d'un autre côté, elle n'a pas encore produit la réaction qui ramènerait en arrière l'opinion libérale et moyenne du pays. Dans cette situation, le Centre gauche n'estime pas [illegible] de répandre [illegible] qu'il [illegible] Centre gauche s'avait pas à